

ACTUALITES SECTORIELLES AU ROYAUME-UNI

Climat, énergie, environnement, industrie, numérique, services professionnels, transport

SOMMAIRE

Climat & énergie

- La réponse à l'épidémie de Covid-19 au service de la transition écologique ?

Environnement

- Qualité de l'air
- Glasgow rejoint le réseau de villes *CitiesWith Nature group*
- Le sud de l'Angleterre manquera d'eau d'ici 20 ans selon le NAO

Industrie

- Revirement du Royaume-Uni en matière de participation à l'initiative européenne d'achat conjoint de matériel médical
- Le gouvernement britannique commande 30 000 ventilateurs aux groupes ayant répondu à l'appel du Premier ministre en faveur du NHS
- Jingye est venue en aide à British Steel en faisant parvenir du matériel médical

Transport

- Le Ministre de transports Grant Shapps a pris des mesures « d'urgence » pour soutenir les opérateurs du secteur ferroviaire
- L'aide aux compagnies aériennes ne sera envisagée qu'en dernier recours et proposée à certaines entreprises seulement
- Les entreprises britanniques de transport par bus demandent une aide gouvernementale

d'1Md£

- Malgré les appels à limiter les déplacements “non essentiels”, les métros londoniens sont pleins

FAIT MARQUANT

Lors d'une conférence de presse le jeudi 26 mars, le Chancelier R. Sunak a annoncé de nouvelles mesures économiques, particulièrement attendues au Royaume-Uni, pour soutenir les travailleurs indépendants ("self employed"), population aux profils très disparates de près de 5 millions de personnes. Ils pourront recevoir une subvention équivalente à 80 % de leurs revenus (moyenne des revenus à partir des données disponibles sur les trois dernières années) à due concurrence de 2 500 £ maximum par mois. Ce schéma a été calibré, selon le Chancelier, pour produire une égalité de traitement avec les autres salariés couverts par le *Coronavirus Job Retention Scheme* qui avait été annoncé la semaine dernière.

Cette subvention est mise en place pour trois mois initialement et soumise à conditions: revenu moyen inférieur à 50 000 £/an, la majorité des revenus du travailleur doit provenir de l'activité d'indépendant et le travailleur a rempli sa déclaration de revenus de 2019 en tant qu'indépendant.

Cette allocation compensatrice devra être sollicitée en ligne (simple formulaire) auprès de HRMC et payable directement sur le compte bancaire du bénéficiaire. Elle sera fiscalisée pour assurer une égalité de traitement avec les autres salariés placés en chômage partiel soumis à l'IRPP.

R. Sunak a indiqué que cette allocation permettrait de couvrir 95 % des travailleurs indépendants britanniques et serait payable d'ici juin. Dans l'intervalle, d'autres filets de sécurité peuvent être utilisés pour faire le pont (*universal credit* notamment, report de la TVA, mesures de fiscalité locale permises par le fonds de 500 millions à destination des plus vulnérables).

CLIMAT & ENERGIE

La réponse à l'épidémie de Covid-19 au service de la transition écologique ? - De nombreuses voix dans le monde politique, universitaire et associatif [ont appelé](#) ces derniers jours les pouvoirs publics à utiliser les plans massifs de soutien à l'économie pour accélérer la décarbonation et la lutte contre le changement climatique. Alors que les émissions de CO2 devraient baisser de manière temporaire en 2020 sous l'effet de la récession économique, ces mêmes voix venant notamment de think tanks comme [E3G](#) et [Grantham Institute](#) insistent sur la nécessité de tirer les leçons de la pandémie en cours. Ils préconisent d'aller vers plus de multilatéralisme et de solidarité pour résoudre la crise climatique, d'investir davantage et dès maintenant dans les secteurs non carbonés et d'agir très fortement pour améliorer la résilience et l'adaptation au changement climatique. Ils appellent également à conditionner certaines aides et plans de soutien à des engagements fermes des entreprises, banques, etc..dans le domaine de l'efficacité énergétique, du développement des énergies renouvelables ou du développement de nouvelles

technologies.

ENVIRONNEMENT

Qualité de l'air - Alors que [la pollution de l'air](#) ne cesse de baisser au RU et dans les principales agglomérations britanniques en raison de l'épidémie de coronavirus et de ses effets dans le domaine des transports, [les parlementaires britanniques](#) ont refusé lors d'une séance d'examen de *l'Environment bill* le 17 mars, d'aligner la loi britannique sur les standards de l'OMS (10 µg/m³) en matière de particules fines PM 2,5. *L'Environment bill* ne fixerait à ce stade que l'adoption d'une limite avant le 31 octobre 2022 mais sans objectif chiffré suscitant la déception chez les principales associations environnementales. La ministre en charge de la qualité de l'air Rebecca Pow a justifié ce vote en évoquant des raisons de faisabilité pratique et d'impacts sur l'économie. L'examen de [l'Environment Bill](#) qui doit doter le RU de nouveaux objectifs en matière environnementaux et de gouvernance post Brexit a été suspendu en raison de l'épidémie de Covid-19.

Glasgow rejoint le réseau de villes *CitiesWith Nature group*

Composé de 128 villes dont Londres et Manchester, dans 45 pays, le réseau [CitiesWith Nature group](#) hébergé au sein du [Conseil international pour les initiatives écologiques locales](#), encourage les coopérations entre villes dans le domaine de l'environnement et la mise en place de solutions fondées sur la nature. Glasgow devrait accueillir en mai 2021 le sommet *Connecting Nature summit* qui permettra aux villes membres de mettre en avant leurs réalisations y compris dans le domaine de l'adaptation au changement climatique. Glasgow qui doit également accueillir la COP 26 en novembre prochain pourrait y mettre en avant son [Open Space Strategy](#) qui vise à concilier développement économique et développement durable, basé autour de 3 axes (attractivité, santé et bien-être et résilience).

Le sud de l'Angleterre manquera d'eau d'ici 20 ans selon le NAO – contrairement à certaines idées reçues, le sud de l'Angleterre pourrait être la première région britannique à être en [déficit hydrique](#) d'ici les 20 prochaines années. Le *National Audit Office*, équivalent de la Cour des Comptes, dans un rapport récent « [Water supply and demand management](#) » indique que le Gouvernement a fait très peu de progrès sous l'égide du DEFRA (ministère de l'Environnement, de l'Alimentation et des Affaires rurales en charge de la politique de l'eau) pour préparer le RU à une baisse de la ressource en eau dans un contexte de réchauffement du climat. L'augmentation continue de la demande par habitant induite par un mode de vie plus énergivore et la croissance démographique couplés à des pertes qui représenteraient 20% de la consommation totale journalière (soit 3Md de litres d'eau par jour) vont mettre le système sous très forte tension et ce malgré l'objectif du Gouvernement visant à réduire la consommation en eau de [23% d'ici 2050](#). La disponibilité en eau avait été par ailleurs identifiée comme l'une des 5 priorités en matière de gestion du risque climatique par le *Committee on Climate Change*, équivalent du Haut conseil pour le climat, dans un rapport de 2017

INDUSTRIE

Le Royaume-Uni pourrait finalement participer à de futurs programmes européens d'achat conjoint de matériel médical – Alors que la période de transition en cours n'est pas un obstacle à ce que le RU prenne part à une procédure européenne de marchés publics, le RU avait annoncé ne pas souhaiter prendre part à l'appel d'offres lancé pour l'acquisition massive et coordonnée de respirateurs. Toutefois, un communiqué de Downing Street a fait marche arrière hier, expliquant : « en raison d'un problème de communication, le RU n'a pas reçu à temps l'invitation à participer à l'appel d'offres (...) mais nous envisagerons de participer à de futurs marchés publics conjoints en réponse à la pandémie de coronavirus ». Cerevirement pourrait être salué par l'opposition, qui avait vivement critiqué le choix initial du gouvernement, l'accusant de faire passer les enjeux politiques liés au Brexit avant les enjeux d'urgence sanitaire.

Le gouvernement britannique commande 30 000 ventilateurs aux groupes ayant répondu à l'appel du Premier ministre en faveur du NHS – 10 000 ventilateurs auraient ainsi été commandés à Dyson, qui a déclaré avoir conçu un nouveau type de ventilateur (prototype CoVent). L'entreprise – qui travaille en partenariat avec The Technology Partnership, une société médicale basée à Cambridge – entend construire les ventilateurs au sein de son usine de Wiltshire, en s'appuyant notamment sur des hangars d'avions utilisés lors de la deuxième guerre mondiale. Dyson a par ailleurs déclaré que face à cette « grave crise internationale », sa compagnie ferait un don de 5000 unités pour soutenir l'effort international. De son côté, le consortium d'entreprises manufacturières « Ventilator Challenge », dont font partie Airbus et GKN, a choisi une approche différente puisqu'ils travaillent à l'accélération de la production du modèle existant. Dans les deux cas, les ventilateurs construits devront se soumettre à de rigoureux tests médicaux avant de satisfaire aux exigences de la commande publique. Si l'approbation réglementaire pourrait être imminente, certains experts estiment que plusieurs semaines seront nécessaires pour passer de la phase de prototype à celle de fabrication à grande échelle. Actuellement, le NHS dispose de 8000 ventilateurs et le gouvernement estime qu'il peut en acquérir 8000 autres auprès de fournisseurs nationaux et internationaux existantes. Toutefois, le NHS aurait besoin de 30 000 appareils pour faire face à l'éventuel afflux de patients.

Jingye est venue en aide à British Steel en faisant parvenir du matériel médical – Jingye, l'entreprise chinoise ayant racheté les usines britanniques et hollandaises de British Steel, a envoyé par jet privé du matériel médical et du matériel de protection à Scunthorpe. Cette initiative vise à protéger les travailleurs et à maintenir les hauts-fourneaux en fonctionnement 24h/24, malgré l'épidémie de Covid-19. La moitié de l'aide chinoise sera versée à la communauté qui entoure l'aciérie (autorités locaux et hôpitaux du Lincolnshire) et l'autre est sanctuarisée pour les travailleurs de British Steel. Pour rappel, 10 mois après la mise en liquidation de British Steel, Jingye a racheté le sidérurgiste 70M£ et s'est engagé à y investir 1,2Md£.

TRANSPORT

Le Ministre de transports Grant Shapps a pris des mesures « d'urgence » pour soutenir les opérateurs du secteur ferroviaire – Afin d'éviter aux opérateurs privés de déposer le bilan – ces derniers faisant face à une baisse de 70% du nombre de passagers

sur l'ensemble du réseau – le Ministère des Transports propose que le risque d'exploitation soit assumé par le gouvernement britannique pour les 6 prochains mois. En effet, dans le cadre « d'accords relatifs aux mesures d'urgence », l'ensemble des revenus et des risques liés à l'exploitation des liaisons ferroviaires seront temporairement transférés à l'Etat, qui suspend ainsi les contrats de délégation de service (« franchises ») conclus avec les opérateurs privés. Ces derniers continueront néanmoins à assurer l'exploitation quotidienne des services ferroviaires, en contrepartie d'une redevance de gestion. Si ces mesures sont prévues pour une période initiale de 6 mois, des clauses permettant leur prolongation ou annulation précoce seront incluses dans les accords. S'il ne s'agit pas de nationalisations *stricto sensu*, le Ministre précise toutefois que, dans le cas où un opérateur ne souhaiterait pas conclure d'accords de mesures d'urgence, « l'opérateur ferroviaire de dernier recours du gouvernement se tient prêt à intervenir ». Dans un contexte de réforme générale du paysage ferroviaire britannique, Grant Shapps précise qu'il « ne s'agit pas d'un nouveau modèle mais bien d'une solution temporaire pour garantir la continuité des services ». Enfin, le Ministère des transports a annoncé le remboursement des billets non utilisés par les passagers qui se conformaient aux recommandations du gouvernement (i.e. éviter tout déplacement « non essentiel »).

Les entreprises britanniques de transport par bus demandent une aide gouvernementale d'1Md£ - L'épidémie de coronavirus ayant engendré une baisse importante du nombre de passagers de bus, les recettes des transporteurs ont baissé de 50M£ en une semaine. Les écoles ayant récemment fermé leurs portes, la tendance risque de s'accroître. De plus, le confinement des personnes âgées, qui constituent une large partie des usagers des bus, est susceptible de monter en puissance les jours à venir, entraînant ainsi une nouvelle baisse de la fréquentation des bus. Aussi, les compagnies de bus britanniques demandent au gouvernement de soutenir le secteur, qui emploie au total près de 100 000 conducteurs et 120 000 agents support. La Confédération des transporteurs de passagers rappelle par ailleurs que davantage de trajets sont effectués en bus qu'en trains, notamment par les « travailleurs clés » (personnel soignant etc.). Elle a également déclaré que les entreprises étaient prêtes à participer à l'effort national – en utilisant certains bus comme des épiceries mobiles pour les personnes confinées ou comme des unités mobiles de réalisation de tests du virus – mais que le gouvernement devait leur octroyer « en urgence » une tranche des 5Md£ de crédits sanctuarisés dans le PLF pour le budget des bus pour les 5 prochaines années.

L'aide aux compagnies aériennes ne sera envisagée qu'en dernier recours et proposée à certaines entreprises seulement -A la suite de la quasi disparition du trafic aérien, de nombreux aéroports et compagnies aériennes font face à de sérieuses difficultés financières et à un manque de liquidités. Alors que le Ministre des Transports avait étudié la semaine dernière l'opportunité de présenter un plan de soutien global et dédié au secteur, le gouvernement britannique a effectué un revirement de position. En effet, dans une lettre non rendue publique adressée aux compagnies aériennes et aéroports, le Chancelier a précisé qu'une aide financière ne pourrait être envisagée « qu'en dernier recours » et seulement « au cas par cas ». Il enjoint l'aérien à se tourner vers ses actionnaires et à avoir recours « aux mesures d'ores et déjà présentées pour soutenir l'activité économique de tous les secteurs ». Le Chancelier fait référence aux annonces globales de la semaine dernière, comme le paiement des salaires à hauteur de 80 %, l'enveloppe de 330 Mds £ de prêts, ou encore les reports de paiement de TVA ou d'impôts. Certaines compagnies

aériennes soulignent cependant qu'elles ne seront pas éligibles à ces prêts car leurs titres ne sont pas classés « *investment grade* » (note de l'emprunteur allant de AAA à BBB- par les agences de notation). Dans ce contexte, certains ministres n'auraient pas exclu la possibilité que le gouvernement prenne des participations (temporaires) dans ces sociétés.

Malgré les appels à limiter les déplacements “non essentiels”, les métros londoniens sont pleins – Les employés du métro londonien sont « furieux » car les métros surchargés rendent « la distanciation sociale impossible » et compromettent la santé du personnel soignant. Le Maire de Londres a appelé l'ensemble des londoniens à faire du télétravail et a indiqué que si les transports publics n'étaient pas empruntés par les seuls « travailleurs clés », alors de nombreuses personnes « mourront ». Certains passagers estiment que le service dégradé mis en place par l'autorité organisatrice des transports (baisse de la fréquence des métros pas heure et fermeture de 40 stations) a engendré une augmentation du nombre de passagers par rame, rendant la mesure contre-productive. Pourtant, Transport for London a observé la semaine dernière une baisse de 70% du nombre de passagers dans le métro et de 40% de passagers de bus. Cette semaine, le nombre de passagers dans le métro a baissé de 92% comparé à la même période l'année dernière. Dans un communiqué de presse, le Maire de Londres estime que ses services s'attendent à ce que davantage d'employés de TfL – dont des conducteurs – soient malades et/ou contraints de se confiner dans les prochains jours, ce qui impliquera une nouvelle réduction du nombre de métros en circulation.



Copyright – tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du service économique régional de Londres (adresser les demandes à : londres@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité – le service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Veille rédigée par Gautier HOUEL (climat, énergie, environnement) et Pauline MAZURIER-NOLIN (industrie, transport).